



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52974

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Stefan MARTENS, Hermann Göring. »Erster Paladin des Führers« und »Zweiter Mann im Reich«, Paderborn (Schöningh) 1985, 405 p.

Deuxième personnage du Reich hitlérien, Hermann Göring a accumulé plus qu'aucun autre les charges, les titres et les honneurs: président du conseil de Prusse, ministre de l'air, commandant en chef de la Luftwaffe, dictateur préposé à la mobilisation industrielle, maréchal, successeur désigné du Führer. Stefan Martens nous révèle de surcroît l'étendue de ses ambitions diplomatiques: cette biographie politique tranche sur tant d'ouvrages aguicheurs consacrés à la personnalité extravertie de Göring en ce qu'elle est axée sur son action en matière de politique étrangère. Elle montre, de façon plus cohérente et plus fouillée qu'aucun ouvrage antérieur, ce que furent les menées expansionnistes mais aussi devant le choix de la paix ou de la guerre, ses hésitations, son prudent jeu personnel et finalement son impuissance bien qu'il fût l'homme le plus puissant du Reich après Hitler, à éviter ce qui lui apparaissait comme une catastrophe.

Göring diplomate? Oui, à sa manière. Ce causeur intarissable, avide de s'entremettre et toujours en quête de nouveaux rôles, joue, dès avant la prise du pouvoir, au diplomate du parti nazi. Il est introduit en Suède, il connaît Mussolini, il fraie avec les hommes d'affaires et les excellences. En 1933, trois voyages à Rome en qualité d'ambassadeur particulier d'Hitler accèdent l'idée qu'il est le trait d'union entre le Duce et le nouveau Chancelier. La mort d'Hindenburg fait de lui, dans les grandes circonstances protocolaires, le représentant officiel du Reich sans qu'il ait à en référer à la Wilhelmstraße: il parade aux obsèques du roi Alexandre de Yougoslavie, du maréchal Pilsudski, du président du conseil hongrois Gömbös. La Pologne est un de ses domaines d'élection – sa chasse gardée, pourrait-on dire: car il y va chasser tous les ans en février, prétexte pour voir les dirigeants de Varsovie auxquels il n'hésite pas, dès le premier contact à suggérer une alliance anti-russe. Son voyage de noces sur la côte dalmate en 1935 est l'occasion d'une tournée fracassante des capitales où il distribue les messages personnels d'Hitler. On s'en agace à la Wilhelmstraße comme au Palais Chigi, mais Hitler apprécie cette diplomatie hétérodoxe, qu'il prend soin d'encadrer par des directives précises. Göring s'applique à rassurer, mais aussi – avec un succès certain – à saper la Petite Entente, à décrier la France et à dresser tout le monde contre Moscou. A Berlin même, son accès facile, sa liberté de propos, l'absence d'Hitler qui s'isole à Berchtesgaden, en font un centre d'attraction. Il interloque François-Poncet, patronne l'ambassadeur polonais, donne à l'Anglais Ward Price des interviews tapageuses. Martens met en évidence, pays par pays, la multiplicité de ses contacts et de ses déclarations. Et l'on voit année après année, son souci affiché de »compréhension mutuelle« et sa revendication mesurée de l'égalité des droits faire place, à mesure que la Luftwaffe sort de la clandestinité, à des allusions menaçantes vite tempérées par un propos jovial.

Mais l'on voit aussi, et c'est le deuxième trait marquant de cette historiographie minutieuse, grandir son souci de diplomatie économique. Göring a compris que, malgré le contrôle des changes, le Reich ne peut pas financer à la fois ses importations de produits alimentaires et les achats de matières indispensables à son réarmement, si ce n'est en exportant toujours plus. En 1934, Schacht propose une méthode, sinon une solution: résorber le déficit de la balance des comptes grâce à la bilatéralisation du commerce extérieur d'où la recherche d'accords de compensation, notamment dans le Sud-Est européen. Pendant trois ans, Göring, acharné à construire la Luftwaffe et s'appuyant sur Blomberg et l'état-major, fait bloc avec Schacht: sa diplomatie itinérante, sous-tendue par l'obsession du réarmement, tend à river les économies danubiennes à l'économie du Reich. L'alliance Göring-Schacht trouve pourtant ses limites quand Schacht juge impossible de maintenir le rythme du réarmement sans réduire le niveau de vie: Göring, déjà commissaire aux matières premières et aux devises et responsable du plan de 4 ans, prend le relais, non sans difficultés et sans déboires.

Et l'on aborde les années 1937-1940 dont l'analyse est le troisième apport majeur de

l'ouvrage. On savait que Göring avait suivi dès l'été 1939 une ligne d'action relativement personnelle – personnelle non quant aux fins, mais quant aux moyens, c'est-à-dire quant à la tactique à adopter envers l'Angleterre. Dès 1937, le souci de l'Angleterre est devenu chez lui prédominant. Alors qu'Hitler, poussé par Ribbentrop, se résoud à réaliser ses plans de conquête sans l'Angleterre et au besoin malgré elle, Göring reste fidèle au rêve de *Mein Kampf*, celui de «l'alliance anglaise». Y croit-il vraiment? Martens le pense. S'il est partisan déclaré de l'Anschluß, de la récupération des Sudètes et d'un corridor à travers le Corridor, s'il paraît dans ses discours envisager la guerre d'un cœur plus léger que Hitler, il fait en 1937 et 1938 assez de déclarations privées rassurantes et de gestes discrets (allant jusqu'à favoriser une visite à Londres du très peu hitlérien Goerdeler) pour que Chamberlain, Premier Ministre depuis mai 1937, voie en lui non seulement un «modéré», mais «le seul homme qui compte en Allemagne avec M. Hitler», une fois Schacht et Neurath écartés du pouvoir. Lui qui, aux dires de l'ambassadeur Phipps, ne croit qu'à la force, lui qui a déclaré à Ward Price: «Nous voulons un empire» et qui, en mars 1938, précipite l'Anschluß, devient l'interlocuteur privilégié que recherchent les Anglais pour faire prévaloir une politique «raisonnable». De fait, il sait que l'Allemagne n'est pas prête à la guerre. Il estime, avec le secrétaire d'Etat Weizsäcker, qu'on doit pouvoir régler le problème sudète par un processus «chimique», sans prendre le risque d'un conflit européen. Il va le dire en juillet 1938 à Berchtesgaden; il en serait revenu «très petit garçon». Son action conciliatrice reste alors limitée: c'est Mussolini et non lui qui «sauve la paix» en suggérant in extremis, le 28 septembre 1938, le recours à une conférence à quatre. C'est cependant Göring, alerté par l'ambassadeur britannique Henderson, qui prend sur lui, ce même jour, d'aller trouver Hitler pour le persuader de la gravité de la situation et de l'importance des concessions franco-britanniques: elles ne justifient plus, à son avis, le recours à la force. Ce signe de «lâcheté» ne lui sera pas pardonné; il amorce, selon Martens, le début de son déclin.

En 1939, Göring souhaite de même une solution favorable du problème polonais sans recours à la force. Et il s'y emploie. Peut-être espère-t-il ainsi retrouver la confiance ébranlée du Führer. Il voit en tout cas les risques de la tactique d'intimidation d'Hitler. Chamberlain, de son côté, malgré la garantie donnée à la Pologne, n'a pas renoncé à «l'apaisement». Et c'est, tout l'été 1939, un étonnant contre-point de la diplomatie officielle et d'une diplomatie parallèle qui mobilise, entre Berlin et Londres, sous l'égide de Göring, d'abord le directeur des affaires économiques Wohltat, puis les deux hommes d'affaires suédois, Wenner-Gren et Dahlerus. Le détail de ces péripéties est retracé sur la base des archives allemandes et britanniques et des mémoires des témoins: Göring participe en personne le 7 août, avec l'assentiment d'un Hitler sceptique, à une rencontre secrète avec des hommes d'affaires britanniques près de la frontière danoise. Le 21 août, Halifax mise assez sur lui pour accepter de le laisser venir secrètement à Londres, visite que le pacte germano-soviétique rend impossible. Toute la dernière semaine d'août, Dahlerus, propulsé par Göring, fait encore la navette entre Londres et Berlin, entre Hitler et Chamberlain. L'objectif semble être un second Munich: convaincre Londres de sacrifier Dantzig (et sans doute la Pologne) moyennant des concessions de forme – peut-être un plébiscite – en tous cas par la négociation, et persuader Hitler, sans le heurter de front, qu'il peut faire l'économie de la guerre. Double politique qui ne serait pas irréaliste si Hitler n'était pas ancré dans l'idée d'écraser impunément la Pologne et qui, conduite en souplesse, soulagerait Chamberlain et Daladier autant qu'elle les embarrasserait. Mais Göring peut en mesurer la vanité. Le 30 août, lorsque, prenant son courage à deux mains, il vient inciter Hitler à ne pas jouer son va-tout, il reçoit pour seule réponse: «Toute ma vie, j'ai joué mon va-tout!» Il ne s'obstinera pas moins à maintenir le contact avec l'Angleterre, alors même que les dés sont jetés. Le 3 septembre, 48 heures après l'invasion de la Pologne, il propose encore à Hitler de le laisser aller à Londres; le 18, il transmet, via Dahlerus, une offre de négociations à l'adresse du gouvernement anglais; le 29, il fait soumettre un plan en 12 points d'ouverture de négociations. Le 2 octobre, il envisage un règlement comportant la

reconstitution d'un Etat polonais et d'un gouvernement tchécoslovaque; dans le même temps, on caresse à Londres – sans y croire – l'idée d'un arrangement avec Göring, si seulement Hitler pouvait être écarté du pouvoir! Illusions! Hitler a le pouvoir bien en mains: son »discours de paix« du 6 octobre met fin à ces chimères.

A la lecture de ce livre de référence important, le lecteur français s'étonnera que la France y apparaisse si peu (et l'URSS encore moins): ce qu'expliquent à la fois le leadership diplomatique de Londres et la priorité qu'occupe l'Angleterre dans les préoccupations de Göring (de même que le recours privilégié de l'auteur aux sources allemandes et britanniques).

Les limites de l'action de Göring sont en réalité celles du personnage. Il aurait souhaité réaliser sans guerre le rêve wilhelmien. Non par scrupule, mais par prudence. Il a, dans un premier mouvement, désapprouvé tour à tour l'annexion de la Bohême, le pogrom de la »nuit de cristal«, l'invasion de la Pologne et la guerre sur deux fronts: et puis il en a pris son parti, comme tant de »modérés«, souvent moins cyniques que lui, de l'état-major, de la Wilhelmstraße et de l'industrie avec qui il était en rapport et il a renchéri. Il avait pourtant sur eux l'avantage d'accéder librement auprès d'Hitler. Mais sa relation privilégiée avec Hitler, une citation de lui l'éclaire, en donnant, selon Martens, la clef du personnage: »On n'est puissant et l'on ne tient les leviers de l'Etat qu'avec le Führer et derrière le Führer; contre sa volonté ou son agrément, on serait à l'instant réduit à l'impuissance. Un mot du Führer et l'on s'effondre«. Göring a sans doute entrevu l'abîme où Hitler entraînait l'Allemagne. Mais ses manœuvres conciliatrices ne pouvaient que tourner court: car le deuxième homme du Reich n'a jamais eu pouvoir de décision sur l'essentiel. Qui plus est, les ultimes limites de son pouvoir étaient en lui-même: ni sa fidélité de »paladin«, ni sa dépendance envers l'homme auquel il devait tout, prestige et fortune, ne lui permettaient l'audace de se heurter de front à Hitler.

Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC, Paris

Ernst KLEE, »Euthanasie« im NS-Staat. Die »Vernichtung lebensunwerten Lebens«. – DERS. (Hg.), Dokumente zur »Euthanasie«, Frankfurt am Main (Fischer) 1985, 502 und 342 S. (Fischer Taschenbücher, 4326 und 4327).

Cet ouvrage en deux volumes – dont le second est une documentation thématique en partie inédite – retrace l'évolution de l'extermination des »vies inutiles«, improprement appelée euthanasie, sous le III^e Reich. Après le livre collectif de Kogon, Langbein, Rückerl et al.¹ sur les différentes étapes des gazages pratiqués par les nazis, livre qui ne figure pas dans la bibliographie de l'auteur alors que Fischer, qui en est également l'éditeur, a inséré une annonce publicitaire à son sujet, E. Klee s'attache surtout à la première phase, c'est-à-dire la mise à mort des handicapés. Spécialiste de pédagogie sociale, après des études de théologie, auteur de plusieurs ouvrages sur les infirmes et collaborateur de l'hebdomadaire *Die Zeit*, Klee apporte des éléments nouveaux qui modifient, voire infirment sur certains points, nos connaissances antérieures en la matière.

Disons d'emblée que le débat qu'il ouvre sur la date du début de »l'euthanasie« qui commencerait selon lui dès le 29 septembre 1939 et non dans le courant de janvier 1940, comme le pensent la plupart des historiens, paraît oiseux: la différence se situe en effet dans le fait que l'on inclut ou non les exécutions par balle dans la nuque, perpétrées par les commandos SS dès le début de la guerre, essentiellement dans les territoires conquis de l'Est.

¹ Eugen KOGON, Hermann LANGBEIN, Adalbert RÜCKERL et al., Nationalsozialistische Massentötungen durch Giftgas, Frankfurt am Main 1983, 352 S. Traduction française: Les chambres à gaz secret d'Etat, Paris (Editions de Minuit) 1984.